

PS-SFIO - 18. 18e Congrès national, Tours 1920. XVIIIe Congrès national. Tenu à Tours les 25, 26, 27, 28, 29 et 30 décembre 1920. Compte-rendu sténographique. 1921.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Plusieurs voix. — L'ajournement pour demain et la clôture pour aujourd'hui!

LE PRÉSIDENT. — Le Bureau a été saisi d'une motion. Je la mets aux voix.

(La motion de l'Ain est repoussée.)

LE PRÉSIDENT. — Le Bureau vous renouvelle sa proposition : des camarades vont se réunir et nous feront ainsi gagner plus de temps que l'heure qui nous reste. Le Bureau vous propose de remettre à demain, neuf heures précises, la séance.

Je déclare la séance levée. *(Vives protestations.)*

(L'assemblée, consultée, décide de continuer la séance.)

LE PRÉSIDENT. — Le camarade Laude propose de retirer la parole à tout orateur qui prononcerait des injures.

Discussion générale sur l'adhésion à la III^e Internationale

Discours de Marcel Sembat

MARCEL SEMBAT. — La proposition du camarade Laude ne s'adressera pas à moi et je ne crois pas qu'on me retirera la parole parce que j'aurai injurié un membre quelconque du Parti.

Je voudrais ouvrir la discussion générale qui a été si heureusement précédée par les déclarations de nos camarades des Fédérations. Pour ma part, c'est avec une émotion profonde que je les ai entendues; et deux points principaux me semblent s'en dégager pour tous ceux qui ont voulu y prêter attention. D'une part, il est incontestable, à quelque tendance que l'on appartienne et où qu'on aille, qu'un grand courant d'enthousiasme s'est déchainé derrière la motion Cachin-Frossard, derrière la motion d'adhésion à la III^e Internationale. On peut regretter ce courant; on peut l'analyser; on peut dire que le sentiment d'enthousiasme n'est pas toujours une garan-

tie de réflexion. C'est possible, et je tâcherai tout à l'heure de le faire voir.

Mais on serait bien aveugle sur les forces sociales et sur leur importance si on fermait les yeux à ce fait capital qu'un courant d'enthousiasme s'est déchaîné dans tous les groupes du Parti : et principalement, c'est le deuxième point, dans les campagnes et dans les milieux ruraux. Sans doute, en écoutant nos camarades, il vous est arrivé plus d'une fois de tous les côtés de sourire quand on vous a parlé de l'enthousiasme des paysans. Cet enthousiasme serait une si belle chose, que nous avons souhaitée depuis si longtemps pour le socialisme ! Mais, en même temps, on vous assurait que ces paysans, soudain communistes, entendaient tout de même bien garder la petite propriété et s'opposer à la socialisation des terres. Il était trop évident qu'une légère divergence existait entre ce désir et leur enthousiasme communiste !

Dans tous les cas, ce que je retiens dans ce qu'ont dit nos camarades des Fédérations, ce sont ces deux faits très importants.

Puis, il y a autre chose. Tout à l'heure, on vous demandait l'ajournement. Je regrette, pour ma part, que vous ne l'ayez pas admis. Mais il ne faut pas s'y tromper, c'était un gros sacrifice à solliciter d'une majorité aussi nette, aussi forte que celle de ce Congrès, que de lui demander un ajournement ! Et, justement, le fait de cette majorité considérable et très ferme, en faveur de la III^e Internationale, ne laisse aucun doute sur le résultat du Congrès. Le Congrès de Tours va voter par une grosse majorité l'adhésion à la III^e Internationale.

Ce que je voudrais devant vous, c'est donc bien moins vous présenter des considérations doctrinales, c'est aussi bien moins (d'autres orateurs le feront avec raison), c'est aussi bien moins entrer dans l'analyse de telle ou telle des conditions, qu'envisager avec vous, et objectivement, quelles seront les conséquences pratiques du vote que vous allez émettre. Il ne m'appartient pas de tout prévoir, et il y aurait des ironies faciles à faire, je vous les épargne !

Un Délégué. — C'est dommage !

MARCEL SEMBAT. — Il ne s'agit pas pour moi de savoir en détail comment vous appliquerez demain, vous majorité, vos propres résolutions...

Un Délégué. — Cela nous regarde.

MARCEL SEMBAT. — Cela vous regarde? Si je voulais faire le méchant prophète, je vous citerais ceux d'entre vous qui déjà, — et ils ont raison — commencent à mettre en garde les foules trop pressées! Ils leur disent : « Faites attention! nous ne vous prêchons pas la révolution immédiate! Nous sommes dans une période pré-révolutionnaire. Nous préparons la révolution. » Heureux... vous êtes jeunes, camarades! Je ne blague pas, certes! et je vous jure du fond du cœur que je voudrais bien qu'on me reprochât le même défaut! Heureux donc ceux qui ne se souviennent pas! Ce n'est pas la première fois qu'on prépare dans le Parti la révolution! Quand je suis entré à la Chambre, j'ai porté mon adhésion au groupement qui s'appelait alors le Comité révolutionnaire central, et qu'inspirait Vaillant. Je vous assure qu'on y parlait beaucoup de révolution et que même souvent on y examinait les moyens pratiques de la préparer. D'autres, au P. O. F., la préparaient aussi. Par quelle étrange erreur s'est-on figuré que le Parti ouvrier français était purement et simplement un parti de votards ?

Voulez-vous me permettre — Lebas ne me démentira pas — de vous raconter une anecdote? Un jour que je me trouvais avec Guesde à Roubaix, où nous allions faire une conférence, au moment du plein développement de nos forces, dans ces admirables régions du Nord et du Pas-de-Calais et en même temps dans ce que Guesde appelait superbement les pays rouges du Midi, Guesde me dit avec l'accent profond et sincère que vous lui connaissez : « Le jour où le Midi sera organisé aussi complètement que le Nord et le Pas-de-Calais, non, je n'attendrai pas! Nous n'attendrons pas d'avoir la majorité des suffrages dans toute la France! » Alors, je lui dis : « Ah! Guesde, voilà une parole que vous me permettrez de répéter au Comité révolutionnaire central. — Comment, me répliqua-t-il, si je vous le permettrai? mais je vous en prie! Le jour où je sentirai, aussi bien

dans le Midi qu'ici, la population ouvrière en bon état d'organisation, certes, non, je n'attendrai pas! »

Je dédie cette anecdote à ceux de nos camarades qui s'imaginent que c'est seulement maintenant que dans le Parti on parle de révolution. Je ne dis pas cela pour vous, Vaillant-Couturier! Mais il m'a semblé parfois, à entendre nos jeunes amis, qu'à leur avis c'était d'hier que datait la propagande révolutionnaire.

Ceux qui, comme Vaillant-Couturier et comme ce pauvre Raymond Lefebvre, qui me l'avait dit, s'efforcent d'enseigner au peuple que nous ne sommes pas en période révolutionnaire, mais en période pré-révolutionnaire, c'est à eux que je veux dédier le commencement des explications que je voudrais vous donner sur les résultats pratiques que va avoir le vote du Congrès de Tours, et sur les dangers auxquels vous exposez le Parti.

A mon avis, — je l'ai déjà indiqué à plusieurs de mes amis qui sont du côté de la III^e Internationale, — vous allez sans vous en douter, ou du moins sans le voir complètement (et je ferai tout à l'heure les réserves qu'il faut : car je parle avec une bonne foi entière et en énonçant aussi bien les arguments qui sont les miens que ceux qu'on pourrait m'opposer), vous allez, dis-je, livrer, beaucoup plus complètement que vous ne le croyez, le Parti à la discrétion de tout gouvernement qui aura besoin, comme aux approches du mois de mai dernier, de montrer de la poigne et de tenter un coup de force. (*Applaudissements sur un certain nombre de bancs.*)

Voici ce que je veux dire par là. Vous comprendrez et vous jugerez tous. Permettez-moi de rappeler encore le même exemple que tout à l'heure! Au Comité révolutionnaire central, autrefois, nous avons également comme programme la révolution. Et, ma foi! les traditions dont s'inspiraient nos anciens dans ce Comité étaient bien aussi des traditions de conspirateurs. Mais fichtre! nous n'étalions pas cela, comme vous l'étalez dans les conditions de Moscou. Le lendemain de votre vote, quand un Parquet, quand un Gouvernement voudra mettre la main sur tous ceux du Parti qu'il lui plaira et qu'il croira devoir mettre en prison, — je vous parlerai tout à l'heure

de ce qu'on fait en ce moment, — il le fera avec des armes dont vous aurez armé le Parquet. C'est vous-mêmes qui aurez dit au Parquet que votre organisation...

RAPPOORT. — Vous donnez des armes en ce moment.

MARCEL SEMBAT. — Alors, j'aime mieux quitter la tribune. Pour ma part, je trouve inadmissible qu'on me dise que je donne des armes, alors que je ne fais que montrer le péril qui résulte des conditions qui sont imprimées. Ce n'est pas moi qui ai fait imprimer que le Parti, désormais, serait conduit par des organisations clandestines! C'est vous!

VAILLANT-COUTURIER. — C'est une redoutable bienveillance.

MARCEL SEMBAT. — Vous voulez que j'abandonne ce développement? Je l'abandonne.

VAILLANT-COUTURIER. — Parce qu'il est trop tard. Je vous prie de continuer.

MARCEL SEMBAT. — Je ne comprends pas, Vaillant-Couturier, comment des camarades dont j'ai tout à l'heure admiré l'ardeur et la bonne foi...

VAILLANT-COUTURIER. — Je ne doute pas de votre bonne foi.

MARCEL SEMBAT. — ...peuvent ne pas comprendre que ce n'est pas moi qui crée le péril. Mais j'ai le devoir de vous montrer le péril que vous créez pour le Parti.

Un Délégué. — Nous le connaissons.

MARCEL SEMBAT. — Vous pourriez me dire : « Est-ce qu'en ce moment le gouvernement s'est gêné pour organiser le Complot? » Et ceux que vous avez nommés à la présidence d'honneur ne sont-ils pas la preuve qu'un gouvernement bourgeois qui veut mettre la main sur des militants a toujours des prétextes? Je ne le sais que trop. L'histoire nous l'a toujours montré. Mais ne voyez-vous pas la différence profonde qu'il y a entre l'abus intolérable, inqualifiable, la monstruosité que constitue l'organisation policière de ce complot prétendu, et la possibilité que vous mettez demain à la disposition de n'importe quel gouvernement à poigne? Puisque certains

de nos camarades trouvent qu'en soulignant le danger, je l'accroîtrais, je passe.

Plusieurs Délégués. — Le mal est fait.

Un autre Délégué. — Vous voulez nous effrayer.

MARCEL SEMBAT. — Moi, vous effrayer?

Un Délégué. — Ne sentez-vous pas qu'en tenant un pareil langage, vous légitimez par avance les poursuites qui pourraient avoir lieu demain? (*Applaudissements sur divers bancs.*)

MARCEL SEMBAT. — Je veux répondre à la fois aux deux objections qui viennent de m'être faites. Moi, essayer de vous effrayer?

Un Délégué. — Vous excusez votre lâcheté!

MARCEL SEMBAT. — Je réponds seulement aux objections auxquelles on peut répondre! Quant aux autres, je les néglige!

Un camarade m'a dit : « Vous essayez de nous effrayer. » Je réponds qu'un grand nombre d'entre vous sont au-dessus de l'effroi! Je peux regretter leurs erreurs intellectuelles! comme l'a dit hier, si admirablement, un délégué qui, je crois, était de la Seine-et-Marne, bien coupable est celui qui parle ici du ton assuré d'un détenteur de la vérité sociale. J'admiraïs ce bon militant qui osait nous dire : « Voilà quelle est ma conviction. Je la trouve vraisemblable, mais je ne l'affirme pas comme un dogme! » Pour ma part; je n'essaie pas de vous effrayer, parce que dans un grand nombre d'entre vous, chez ceux que je salue, chez ceux qui sont les plus sincères et les plus dénués de calcul, je connais des âmes de martyrs pour qui la perspective du danger, loin d'être effrayante, est au contraire attirante et séduisante. Par conséquent, je n'essaie pas de vous effrayer!

Quant à légitimer les poursuites que l'on fait, alors, c'est que vous m'auriez bien mal compris! Pour nous il est seulement incontestable que vous mettez entre les mains du gouvernement de répression une arme redoutable, mais ce gouvernement ne sera pas moins criminel, ni moins coupable, s'il osait s'en servir.

J'arrive à une deuxième conséquence qu'aura, selon moi, le vote du Congrès de Tours. Je crains que vous ne serviez les calculs de la bourgeoisie. Et ici aucun de vous ne m'accusera de créer le péril. J'ai eu l'occasion de l'indiquer dans *l'Humanité* avant le 1^{er} mai : et ce n'était alors pour moi qu'une conjoncture, qui est devenue aujourd'hui, à mon avis, une certitude. Je crois que la presque unanimité du Congrès sera d'accord avec ce que je vais dire. La bourgeoisie française, ou, pour employer un terme plus exact, les dirigeants et l'élite (si on peut user de ce mot pour le haut patronat français) les dirigeants et l'élite de la bourgeoisie ne voient désormais pour elle qu'un espoir. C'est de faire éclater avec le prolétariat un conflit violent.

Voilà brièvement résumée l'idée que je veux développer devant vous. Je maintiens qu'à l'heure actuelle la bourgeoisie en général, le capitalisme en général, mais plus spécialement la bourgeoisie française, se sent perdue, parce qu'elle est prise à la gorge en ce moment même par une crise financière et par une crise industrielle dont vous commencez, vous, à mesurer la profondeur, mais dont elle-même voit beaucoup mieux que vous la gravité terrible.

En second lieu, l'élite patronale est persuadée qu'il faut à tout prix changer l'esprit du prolétariat. J'entends par là qu'elle remarque qu'il y a dans la production des travailleurs un abaissement dont elle s'alarme et qu'elle ne trouve pas le moyen de faire disparaître. Je le crois bien ! C'est entendu, et vous êtes tous d'accord avec moi sur ce point : il n'y aurait qu'un moyen de faire disparaître cet abaissement, c'est de rendre au prolétariat l'espérance suprême, et ainsi de surexciter son énergie productrice. Mais c'est dans un sens tout opposé, dans une direction contraire, que la bourgeoisie s'oriente.

Quand je vous disais que nous avions maintenant mieux que des conjonctures, voici, par exemple, à quoi je faisais allusion. Tout récemment, il y a un mois ou six semaines — je prends cela comme simple exemple — le grand moniteur de la bourgeoisie, le journal *Le Temps* adressait dans un Premier Paris des conseils à M. Gio-

litti. Il lui disait : « Comment! vous êtes sur la pente des concessions! Est-il possible? Quoi! les ouvriers ont envahi des usines et au lieu de les en expulser par la force, vous avez toléré qu'on traitât avec eux? Des paysans en Sicile prennent les terres et vous tolérez encore qu'on cherche des accommodements pour légitimer de telles usurpations? » Oh! disait le *Temps*, prenez garde, il n'y a qu'un moyen, et il est pour vous si facile à employer et si certain dans ses résultats! Ce moyen, c'est d'en arriver avec les révolutionnaires italiens au conflit violent qui les matra pour une longue période d'années.

Un Délégué. — Quelques jours après, un article paraissait dans le *Figaro* sur le même sujet qui félicitait le gouvernement d'avoir agi comme il l'avait fait. C'était tout à fait contradictoire.

MARCEL SEMBAT. — Il est possible qu'il ait paru un autre article dans le *Figaro*. Je ne l'ai pas lu, et nous ne pouvons pas opposer deux articles de presse. Je vous soumets seulement ce qui m'a paru inspiré par les milieux qui traduisent le mieux les volontés du haut patronat français. C'était un article, selon moi, révélateur. Cela n'a d'ailleurs fait qu'ajouter une preuve à toutes celles que j'avais d'autre part et qui m'ont conduit à comprendre quelle est la suprême espérance de certains dirigeants et sur quoi ils comptent pour répondre aux desiderata que j'ai soulignés devant vous : 1° parce que la bourgeoisie française se sent menacée, perdue; 2° parce que les industriels veulent, comme ils disent, changer l'esprit des ouvriers pour en obtenir un travail meilleur. Ils s'imaginent qu'un coup de force, ou pour dire les choses exactement, un Versailles sans la Commune, une répression sanglante, leur livrerait pour dix ou quinze ans un prolétariat assoupli, maté, assagi et adouci.

Alors, voici la réflexion que je vous soumets. Je ne doute pas de vos efforts, je ne doute pas que, comme plusieurs d'entre vous l'ont dit, et comme tous le pensent, vous ne fassiez le nécessaire pour arrêter ceux qui seraient trop pressés, pour leur dire : « Pardon! ne partez pas trop vite. Nous préparons la révolution. Ne dé-

chainons pas en ce moment un mouvement insurrectionnel. »

J'essaie d'exposer devant vous tous les aspects du problème. En ce moment, cette besogne d'éclairer et de retenir les éléments qui seraient trop pressés est plus facile, parce que vous ne vous trouvez pas en face, dans les rues de Paris et dans les grands centres industriels, d'un chômage trop accentué. Ce chômage commence. Et, prenez-y garde, au printemps prochain il peut prendre de bien d'autres proportions, en raison même de la crise industrielle et financière dont je vous signalais l'imminence. Alors, si vous vous trouvez en présence d'éléments nombreux de chômage, vous vous trouverez en présence de ferments impatientes...

Une Voix. — Nous en sommes.

SEMBAT. — ...qui n'écouteront plus les conseils de prudence et de retenue que vous leur prodiguerez! A ce moment, sans qu'on l'ait voulu, sans qu'on l'ait organisé, sur tel ou tel point (et en général dans l'endroit le plus modéré et le plus tranquille la veille) le mouvement se déclencherà. Quels en seront les résultats?

Je sais bien, Vaillant-Couturier, que vous me reprocherez peut-être de faire du défaitisme révolutionnaire.

VAILLANT-COUTURIER. — Non, c'est une prophétie.

SEMBAT. — J'essaie, en toute bonne foi, d'exposer devant vous ce qui me paraît le plus profondément émouvant dans la crise actuelle. J'ai peur, j'ai atrocement peur... (*Interruptions: De la guerre? Mouvements divers.*)

SEMBAT. — J'en ai le droit! J'ai peur qu'à bref délai des mouvements n'éclatent que la bourgeoisie, au lieu de s'appliquer par des concessions à les calmer, voie venir avec une joie secrète; et ne me dites pas que j'essaie de légitimer d'avance la répression. Car vous savez que ceux qui font des calculs pareils me paraissent les plus criminels des hommes et que si nous étions maîtres de les châtier, aucun châtiment ne me paraîtrait trop sévère.

Hélas! ce n'est pas nous qui les châtierons. Je vous parlais tout à l'heure de Versailles sans la Commune.

Laissez-moi ajouter qu'il y aurait encore cette différence avec la répression versaillaise que celle-là n'a massacré que 35.000 Parisiens, alors que la réaction que rêve la bourgeoisie s'étendrait non pas à Paris seulement, mais à tous les grands centres industriels de la France!

A ceux d'entre vous qui me diraient : « Vraiment, vos craintes sont trop grandes », je réponds : « Réfléchissez. Si le calcul de la bourgeoisie aboutissait, vous en seriez les premiers navrés jusqu'au cœur. »

Vous me direz encore : « Si on nous provoque... Etes-vous sûr que l'issue de la bataille tournera contre nous? » Je suis persuadé que c'est en effet le fond de votre pensée. C'est pour cela qu'hier j'étais si attentif lorsque j'entendais parler de l'esprit des paysans.

Je serais heureux si aujourd'hui, dans l'ensemble des campagnes, nous avions pu, grâce aux efforts des propagandistes, changer les esprits. J'ai peur encore qu'en grande majorité les paysans ne soient plus soucieux de défendre les gros gains qu'on fait aujourd'hui en vendant le cochon et la volaille (*Très bien*) et que vous ne retrouviez demain contre vous aux élections leurs votes et dans la rue leurs fusils! (*Applaudissements.*)

J'ai peur malheureusement que la bourgeoisie ne trouve à l'heure actuelle des régiments pour exécuter ses plans.

VAILLANT-COUTURIER. — Etant donnée la volonté très nette du patronat, cette volonté d'une répression sanglante, avec un parti tel que celui que nous avons actuellement, en n'adhérant pas à Moscou — puisque nous ne sommes pas encore adhérents à Moscou — croyez-vous que cela changera quelque chose aux circonstances économiques actuelles? (*Applaudissements.*)

SEMBAT. — Je vais vous répondre. Je vous remercie de votre question; elle me permet de continuer le développement que je voulais vous présenter.

Je comprends très bien que vous tournez les yeux vers un pôle et nous vers un autre. Le mieux est de les comparer.

Je comprends très bien, je le répète, l'élan, l'enthousiasme qui — vous me méconnaîtriez singulièrement si vous croyiez trouver dans mes paroles une trace d'iro-

nie — vous entraînent vers Moscou. Comment en serait-il autrement? Je me rappelle le temps où je disais à Edouard Vaillant: « Citoyen Vaillant, vous êtes bien heureux, car vous, au moins, vous avez vu la Commune! » Voici aujourd'hui que dans un grand pays nous voyons tout à coup se dresser en maître le socialisme révolutionnaire. Comment s'étonner qu'un tel événement déchaîne l'enthousiasme? Vraiment, quel socialiste pourrait rester indifférent devant un fait pareil. Je comprends donc très bien que ce pôle — Moscou — vous attire! Mais en face de Moscou, il y en a un autre, qui est certainement moins brillant, moins attirant, mais qui, tout de même, nous attire, mes amis et moi: c'est l'Angleterre, c'est Londres! Je veux parler du mouvement ouvrier tel que vous l'avez vu organisé et agissant tout récemment en Angleterre. Nous ne sommes pas les seuls à le trouver admirable.

Zinoviev, dans une lettre que j'ai gardée précieusement, car elle est bien révélatrice, a salué le mouvement anglais. En effet, il méritait d'être salué, ce mouvement! Il groupait derrière lui des masses de travailleurs organisés, conscients, qui ont réfléchi. Ceux des membres de notre Congrès qui sont plus particulièrement familiers avec la vie anglaise comprendront ce que je vais dire. Ces ouvriers ont exercé non seulement une action efficace sur leurs gouvernants, mais ils ont accompli ce miracle de peser efficacement sur l'opinion anglaise, si chatouilleuse, si ombrageuse!

Zinoviev s'exprimait, en félicitant ce mouvement, dans des termes que je vous prie de méditer: « C'est un mouvement bolcheviste mené par des mencheviks. » Quelle belle phrase, camarades! (*Rires.*) Et comme, en même temps, elle nous montre bien l'erreur et la méprise de Zinoviev! Quiconque connaît le mouvement ouvrier anglais sait qu'une de ses caractéristiques est que vous ne trouvez chez lui aucune différence de formation intellectuelle entre les meneurs et les menés. Ceux qui sont à la tête — Longuet, entre autres, pourrait confirmer ce que je viens de dire — ceux qui sont à la tête des grandes organisations, des grandes corporations ouvriè-

res, sont sortis du sein même de l'organisation. Il n'y a guère de différence entre eux et le plus modeste, le plus inconnu des travailleurs qu'ils ont derrière eux. Zinoviev se trompait. Peut-être vais-je scandaliser beaucoup d'entre vous. Mais j'ai le droit de dire — parce que cela exprime ma pensée — qu'il me semble qu'en Angleterre ils ont presque réalisé le mouvement que la C. G. T. s'appliquait à créer en France.

Vous voyez maintenant à quelles questions et à quelles solutions je voulais arriver. En France, étant donné notre état économique et notre état moral, nous sommes plus proches du mouvement anglais et plus capables de l'imiter que nous sommes capables d'imiter le mouvement russe. (*Très bien.*) La ressemblance est plus grande, au point de vue économique comme au point de vue de l'éducation socialiste, entre les masses françaises et les masses anglaises qu'entre les masses françaises et les masses russes.

Vaillant-Couturier me dit : « Croyez-vous qu'il y avait dans la constitution actuelle du Parti le moyen de résister au complot de la bourgeoisie ? » Je lui réponds : « Oui, je le crois ! » Et voici comment. Si, appliquant ce qui était la tradition du Parti, poursuivant l'impulsion jauressiste du Parti, si nous voulions continuer, avec toute l'ardeur et tout l'enthousiasme que vous y mettez, à pousser le Parti socialiste et la C. G. T. dans la voie de l'action commune, parallèle, mais dirigée vers le même résultat, nous n'aurions pas donné prise — je reviendrai tout à l'heure sur ce point, car je vois le démenti qu'on pourrait m'opposer — nous n'aurions pas donné prise au désir secret de la bourgeoisie française, désir sur lequel Vaillant-Couturier est d'accord avec moi.

VAILLANT-COUTURIER. — Parfaitement.

SEMBAT. — Vous me direz : « La bourgeoisie a bien besoin de prétexte ! Elle aurait agi sans prétexte. » En France, comme en Angleterre, il existe une force, dont on sent si bien l'importance qu'on essaie tant qu'on peut de la fausser : c'est l'opinion. Quand j'ai rapproché l'An-

gleterre de la France, j'ai fait beaucoup d'honneur à la France.

Plusieurs Voix. — Oui, oui!

SEMBAT. — En Angleterre, il existe une presse et des organes importants — je ne dis pas tous — mais il existe de nombreux organes qui s'appliquent à renseigner impartialement leurs lecteurs. Chez nous, au contraire, on cuisine l'opinion par des procédés sur lesquels je n'ai même pas à insister. Je prêcherais des convertis! Voyez le 16 novembre!

Je ne sais si Compère-Morel est dans la salle. Mais l'autre jour, à la Chambre, dans une intervention dont je me permets ici de le féliciter en votre nom, il a dit au Bloc national : « Vous ne représentez pas la Nation, mais l'association des soi-disant intérêts économiques, et vos élections ont été payées. Vos fonds vous ont été fournis par les souscriptions du haut patronat! » Ce jour-là, Compère-Morel a montré par un exemple comment on travaille l'opinion en France.

Tout de même — je tiens compte autant que possible de tous les éléments — il y a une différence immense pour un gouvernement entre profiter, soutenu par l'opinion, des facilités qu'elle lui offre, ou au contraire agir sans prétexte. Si nous continuions demain l'action du Parti, l'action telle que Vaillant, telle que Guesde, telle que Jaurès nous l'ont enseignée, il y aurait dans le pays de France, je ne dis pas seulement chez les socialistes, mais dans tout l'ensemble de l'opinion, si on voulait nous attirer dans un piège et lancer sur les ouvriers des troupes armées, il y aurait un soulèvement d'opinion contre lequel aucun gouvernement ne pourrait résister.

Je viens de vous indiquer le deuxième et immense péril qui me paraît la conséquence directe du vote que va émettre le Congrès de Tours.

VAILLANT-COUTURIER. — Sembat a tout à l'heure admirablement situé la question lorsqu'il a dit qu'il était vraisemblable que la crise de chômage du printemps, qui sera très grave, risquerait de pousser certains éléments

à l'émeute, d'une façon qui dépasserait peut-être notre volonté.

Mais je veux lui demander encore autre chose, car il n'a pas répondu sur ce terrain. Avec le Parti, continuant une politique opportuniste, est-ce que les éléments les plus avancés de ce Parti ne risqueraient pas, en agissant d'une façon indépendante, n'importe comment d'entraîner à l'émeute, à l'échec certain, voulu par la bourgeoisie?

SEMBAT. — La question est très grave, en effet, camarades. Je vais tâcher de l'aborder aussi à fond que Vaillant-Couturier. Je lui donnerais raison; mais ce n'est pas notre hypothèse, et vous allez voir comment. Oui, si le parti continuait tel qu'il est, dans une fausse unité que beaucoup d'entre vous dénoncent et que nous ne défendons pas. (*Très bien!*) Vous allez comprendre! Si le parti devait continuer à être ainsi tiré à hue et à dia, en effet tous les inconvénients que je prévoyais et que je vous indiquais, seraient à craindre, et on verrait une partie, la fraction la plus avancée, comme il vient d'être dit, prêter la main aux éléments impatientes et risquer de faire éclater l'émeute. Vous avez raison. Mais ce n'est pas du tout mon hypothèse! Ce n'est pas ce que je demande! Ce n'est pas ce que je vois possible! Ce qui était possible, selon nous, c'était de concilier vos élans d'enthousiasme et votre admiration pour Moscou avec ce qui a toujours été la tradition et la vraie ligne du Parti socialiste telle que je vais tâcher de vous l'indiquer et telle que j'aurais souhaité que, ensemble, nous la reprisions demain. Quelle était donc cette tradition? Elle est, hélas! trop oubliée! Je vais citer le nom d'un homme qui vous a été très cher : Raymond Lefebvre! Je l'ai entendu me dire : « Oui, l'unification avant la guerre, c'était — ce jeu de mots l'amusait — l'urnification. » Il croyait donc de très bonne foi que le but principal du Parti, c'était d'être un parti uniquement de votards et que toute l'espérance de tout le Parti résidait uniquement dans la conquête d'une majorité parlementaire. Laissez-moi assurer tous ceux qui veulent bien m'écouter ici que la vérité a toujours été extrêmement différente, et

sans vouloir me réclamer sentimentalement du nom de l'homme que nous sommes tous d'accord pour vénérer, je veux indiquer, me réclamant ici de tous ceux qui l'ont connu, sur quelque banc qu'ils siègent, qu'ils s'appellent Renaudel, Longuet ou tel ou tel autre de la III^e Internationale, quel a été constamment le fond de la pensée de Jaurès, en opposition totale avec l'illusion généreuse dont je vois beaucoup d'entre vous animés et dont j'ai été animé moi-même au début de ma carrière.

Un Délégué. — Guesde lui-même.

SEMBAT. — Mais lequel d'entre nous y a échappé? Il y a eu dans la vie de chacun d'entre nous un moment où il a caressé la chère illusion d'un parti où tout le monde penserait de même et serait d'accord pour une action unique et solidaire. C'est Jaurès qui nous a montré, parce qu'il avait une cervelle plus large, quelle était la conception vraie! Jaurès a toujours imposé à tous ses amis cette thèse que le prolétariat français et universel ne devait se refuser à aucune des deux méthodes. Il disait aux réformistes : « Vous avez raison, je suis avec vous. » Et son tempérament, vous le savez bien, ses qualités l'entraînaient vers l'action démocratique et vers l'action réformiste. Il leur disait : « Vous avez raison, on peut concevoir les réformes — Guesde l'a dit aussi — de telle sorte qu'elles soient révolutionnaires. » Mais il ajoutait pour les réformistes : « Il y a une obligation qui s'impose à vous : Jamais, en aucun cas, sous aucune sollicitation bourgeoise, vous ne devez sacrifier l'éventualité révolutionnaire, le droit à la révolution. » (*Vifs applaudissements.*) Et j'ai été parfois témoin, camarades (et Longuet pourrait se lever pour confirmer la vérité de ce que je vais dire) des luttes auxquelles il avait à résister, des assauts de la part de ses amis, et entre autres d'élèves et de professeurs de l'École Normale. Vous avez vu, Longuet, j'ai vu moi-même, des hommes d'une admirable formation intellectuelle, des esprits supérieurs que tout homme intelligent révère, qui disaient à Jaurès : « Oui, mon ami, nous sommes avec vous; faites simplement un geste, dites un mot, dites le mot qui nous per-

mettra en toute sécurité de conscience de vous donner publiquement notre adhésion, dites que vous n'attendez la transformation sociale que des voies légales! » Et Jaurès leur a toujours dit : « Je ne ferai pas cette déclaration. » (*Très bien! Vifs applaudissements.*) Il imposait ainsi à ses amis les plus réformistes le respect de l'éventualité révolutionnaire; il leur disait : « Oh! vous serez tentés aux élections; on vous dira : « Voilà nos voix, déclarez seulement que vous ne comptez que sur les seules voies légales. » Vous aurez à répondre que non, et qu'un peuple opprimé, exproprié, a le droit d'employer tous les moyens, sans exclure aucun moyen violent. »

Et, se retournant vers les révolutionnaires, il leur disait : « A votre tour, il y a un devoir qui s'impose à vous! N'allez pas, sous prétexte que votre tempérament, votre cœur, votre générosité vous emportent vers les solutions qui paraissent les plus immédiates, celles où vous risquerez votre peau, jeunesse héroïque, vous laisser emporter par des entraînements qui peuvent-être des chimères; vous n'avez pas le droit de faire piétiner le prolétariat sur place, pendant dix ans, pendant vingt ans, en lui fermant la voie des réformes. » Et il parlait des vraies réformes, de celles qui changent, par exemple, la durée des heures de travail, qui améliorent la condition de l'ouvrier; il voyait leur effet révolutionnaire : elles élèvent le niveau de la classe ouvrière et la rendent ainsi plus proche et mieux préparée à la révolution. (*Applaudissements.*) L'enseignement de Jaurès, sa grande pensée, son âme, a toujours été cela. Et croyez qu'il ne se dissimulait aucune des difficultés! Seulement, il était là pour nous fournir à tous l'enthousiasme vainqueur qui permettait de les résoudre! Non, il ne se dissimulait aucune difficulté; il savait bien qu'il est très difficile de poursuivre les réformes et en même temps de saisir l'heure où la révolution approche; mais si difficile qu'elle fût, il savait que cette voie-là est la seule qui puisse mener le prolétariat au but.

Camarades, je vous ai dit que je n'aborderais ici que les grandes lignes des thèses que vous nous apportez, mais est-ce que vous ne voyez pas, vous qui acclamez

Jaurès comme nous, que la vérité selon Jaurès, la vérité telle qu'il nous l'enseignait, est aux antipodes de la vérité selon Moscou? Qu'est-ce qu'on veut à Moscou? Qu'est-ce que vous répétez avec bonne foi et avec une logique qui vous paraît décisive? Vous dites : « Comment! un parti dans lequel tout le monde n'est pas d'accord? Jamais de la vie! Nous voulons un parti dans lequel, pour agir, tout le monde soit pénétré du même esprit. » Je vous répète : « Prenez garde! Evidemment, vous allez croire y arriver! Evidemment, vous êtes les maîtres de prendre des résolutions telles que demain une partie d'entre nous ne seront plus des vôtres. Oh! vous savez, je ne ferai pas de sentiment ici; vous me permettez tout de même bien, quand on a consacré sa vie de militant à aider à former un parti uni... (*Vifs applaudissements; une partie de la salle, debout, acclame l'orateur.*) Je vous le répète encore une dernière fois pour que vous compreniez bien les sentiments qui nous animent : Le rêve que vous formez d'après Moscou, vous êtes trop au courant de la liaison qu'il y a entre les événements et leurs conditions pour ne pas vous apercevoir que Moscou, c'est la résultante de tout un ensemble de conditions spéciales à la Russie! Et je ne vous blâme pas, certes, de penser qu'on peut transformer ce qui peut être changé! et transporter même d'un pays dans l'autre ce qui peut être imité; mais il faut être sûr qu'on ne néglige pas une partie essentielle! Or, si vous faites la comparaison entre l'état préalable de la Russie, l'état des paysans russes, l'état d'esprit de nos amis révolutionnaires russes dont nous avons connu le plus grand nombre ici avant la guerre, si vous faites la comparaison entre ceux-là et la situation actuelle de la France, ne voyez-vous pas le contraste? Cette réflexion exige de vous évidemment un grand effort — moi si j'étais à votre place je n'ose pas dire que j'en serais capable — portés par un courant d'enthousiasme comme celui qui se manifeste, et je serais peut-être tenté comme vous d'avoir confiance dans ce courant et de dire : « Laissons-nous porter, c'est là qu'est la vie, c'est là qu'est la victoire du prolétariat! »

Je vous demande donc là un effort considérable! Et

ceux d'entre vous qui sont capables de réflexion froide, détachée, lucide, je les conjure de faire un retour sur eux-mêmes et de se demander si vraiment ils croient pouvoir appliquer efficacement en France les méthodes qui ont réussi à Moscou.

Un Délégué. — On essaiera.

SEMBAT. — Bien entendu, vous essaieriez, je le sais bien.

VAILLANT-COUTURIER. — Je comprends parfaitement votre émotion, Sembat, mais je crois qu'il y a une erreur dans votre esprit lorsque vous croyez que c'est uniquement à une vague d'enthousiasme, à je ne sais quelle mystique que nous nous livrons. Il s'agit actuellement de solutions pratiques qui ont déjà reçu leur application en Russie, et qui, sans doute, recevront pour leur application en France certaines modifications que reconnaissent eux-mêmes nécessaires nos camarades russes. Mais ce que je voudrais vous dire, c'est que je m'étonne vraiment que vous puissiez, vous, un esprit si fin, aujourd'hui encore, venir nous opposer la conception de Jaurès à la conception de Moscou, car vous n'ignorez tout de même pas qu'entre la conception qu'avait Jaurès au moment où il fut tué en 1914, celle qu'il avait antérieurement avant 1906, — car vous savez bien qu'à partir de 1905 il fut opposé au ministérialisme, Sembat, — il me semble qu'entre 1914 et aujourd'hui, entre la conception parfaitement logique, parfaitement admissible de Jaurès en 1914 et la conception de Moscou d'aujourd'hui, il y a eu la guerre, il y a eu le socialisme de guerre !

Il faut concevoir que cette guerre fut un phénomène consécutif à la lutte de classes et comme la continuation de la lutte des classes. Et j'ai le regret de constater tout de même que la collaboration socialiste s'est affirmée pendant la guerre par le ministérialisme. Je pense que c'est en croyant que c'était pour le bien du pays, Sembat, que vous en faisiez. Mais le fait, c'est qu'entre cette conception ministérialiste et réformiste et la conception qui allait sortir de la guerre, il y avait un fossé toujours plus profond où s'entassaient les camarades qui tombaient avec la complicité non pas seulement des minis-

térialistes, mais de ceux qui votaient jusqu'à la fin les crédits de guerre ! (*Vifs applaudissements.*)

SEMBAT. — Vaillant-Couturier, toutes les objections que vous aviez faites jusqu'à maintenant, je les attendais de vous, mais celle-là, je ne l'attendais pas. J'espérais que vous me l'épargneriez, mais je suis tenté de ne pas la regretter, parce que, pour que vous vous soyez décidé à cela, il a fallu vraiment que mes arguments vous touchent. (*Vifs applaudissements et bruit.*)

VAILLANT-COUTURIER. — Camarades, le débat est assez pénible, je vous demande pour Sembat, comme pour moi, d'observer le silence. (*Exclamations sur divers bancs.*)

PÉCHER. — Camarades, j'ai été secrétaire du 1^{er} secteur de la Seine. Sembat est venu trouver le secteur et nous a dit : « J'ai été ministre. Acceptez-vous que je sois candidat dans le 1^{er} secteur ? Voudrez-vous d'un ancien ministre sur votre liste ? » Et c'est Vaillant-Couturier qui a, ce jour-là, demandé que Sembat figure sur la liste. (*Vifs applaudissements.*)

VAILLANT-COUTURIER. — Ce que j'ai fait alors, camarades, non pas dans un but électoral... (*Exclamations.*) Ne vous exclamez pas, camarades, je réponds ceci à Longuet qui vient de dire tout à l'heure — peut-être cela lui a-t-il échappé — qu'au moment des élections on est partisan de l'unité. Croyez que ce n'est pas du tout dans un but électoral que j'ai agi. Je pense que vous ne pouvez pas me faire l'injure de croire le contraire. Nous nous sommes associés dans un but défini et je demandais à Sembat de vouloir bien rester avec nous et de faire une affirmation révolutionnaire.

SEMBAT. — J'en appelle à Pécher.

PÉCHER. — C'est inexact.

VAILLANT-COUTURIER. — Voyons, Sembat, souvenez-vous de nos conversations.

SEMBAT. — J'en ai le souvenir très net.

VAILLANT-COUTURIER. — Alors, c'est que de nous deux, il en est un dont les souvenirs sont moins nets. La doc-

trine de Jaurès que vous venez d'exprimer vous permettait en tout cas de faire cette déclaration.

SEMBAT. — Je crois bien.

VAILLANT-COUTURIER. — Vous nous l'avez donc faite et c'est pour cela que nous avons trouvé tout naturel de vous demander de rester avec nous.

SEMBAT. — Je demande à tous ceux qui jusqu'ici m'ont écouté dans le silence — dont je les remercie — de vouloir bien me continuer ce silence, puisque je suis mis en cause directement. Je remercie Pécher d'avoir pris l'initiative de vous raconter ce qui s'est passé avec une impartialité complète, puisqu'il était secrétaire du Comité. J'ai posé spontanément au secteur la question de savoir s'il voulait d'un ancien ministre sur sa liste, parce que je ne voulais pas gêner mes camarades pour le cas où on le leur aurait reproché; et c'est vous, Vaillant-Couturier, qui m'avez dit de rester : « Votre place est parmi nous. » Quant à ma déclaration, je n'avais pas à me forcer pour affirmer, comme tout à l'heure, la doctrine complète de Jaurès, avec son accentuation révolutionnaire.

Plusieurs voix. — Alors!

SEMBAT. — Alors, j'avais tout de même le droit d'espérer que vous auriez renoncé à vous servir de cet argument! (*Applaudissements.*)

Il y a un autre point dans ce que vous avez dit sur lequel je veux relever une injustice et une erreur. Vous pouvez penser ce que vous voulez et juger comme il vous plaît un événement historique, me blâmer ou m'approuver, mais j'ai le droit de rappeler que j'ai agi d'accord avec mon parti et en vertu d'un mandat. Vous le savez et vous commettez une erreur en me le reprochant! C'est une calomnie d'assimiler ce que nous avons fait alors à un acte de ministérialisme et de participation ministérielle. Il n'y avait rien dans notre attitude qui engageât l'avenir; et Guesde, comme moi, nous réservions pour l'après-guerre toute l'indépendance du Parti. Par conséquent, ne venez pas nous dire que par l'effet

de ce qui s'est passé pendant la guerre, la ligne de conduite traditionnelle du Parti pouvait avoir été altérée.

Un Délégué. — On s'habitue à la maison.

SEMBAT. — Il demeurerait possible, il demeure possible encore, de continuer cette ligne de conduite, et si Jaurès était là, cela serait réalisé ce soir! car il ne nous manque rien que la puissance de son génie pour le réaliser à l'instant... (*Mouvements divers.*)

Un Délégué. — Il serait pour nous, peut-être.

SEMBAT. — Puisqu'il est mort, n'essayons pas de le ressusciter, ni même de le faire parler! Nous tâchons, comme vous, d'interpréter au mieux des intérêts du Parti ce qui nous reste de ses leçons et de ses exemples. Camarades, sans vouloir vous retenir davantage et en sachant parfaitement bien que ce que je viens de vous exposer ne peut pas changer votre vote, puisque votre position est prise et que vous avez un mandat — sinon je vous aurais demandé d'accepter tout à l'heure la proposition d'ajournement — il ne me reste qu'à terminer...

PEUVET. — Voulez-vous me permettre un mot?

SEMBAT. — Parfaitement.

PEUVET. — Vous avez bien voulu convenir que notre situation sociale présentait quelque analogie avec l'état social russe qui a précédé la révolution. La politique traditionnelle que vous préconisez est une politique qui s'est inspirée des circonstances. Cette politique traditionnelle pouvait s'appliquer à des circonstances normales. S'applique-t-elle encore aux circonstances actuelles, à cet état social politique particulièrement aigu?

SEMBAT. — Je vous remercie de poser la question.

PEUVET. — Est-ce qu'il ne serait pas rationnel, au contraire, d'appliquer à cet état social nouveau une politique nouvelle, celle de Moscou par exemple, dans la mesure où vous conviendriez que la politique moscovite s'appliquerait aux circonstances actuelles? Ou bien resteriez-vous dans ce paradoxe de persévérer dans l'application d'une politique traditionnelle à des circonstances différentes?

SEMBAT. — La crise sociale n'est pas seulement une crise pour demain. Elle est commencée. Nous sommes ici animés tous de la même bonne volonté et nous avons tous un égal enthousiasme pour la révolution sociale. Nous sommes en face d'une bourgeoisie qui croule. C'est peut-être notre faute qui va, sinon la sauver, du moins prolonger son règne! (*Applaudissements.*)

Je ne compare pas cette crise à ce qui s'est passé en Russie. Il n'y a rien de comparable dans le développement industriel des deux pays et on ne peut pas les rapprocher. J'ai comparé notre crise avec la crise anglaise. Je disais tout à l'heure que c'étaient les moyens appliqués dans le monde ouvrier anglais que nous devions employer. Vous serez peut-être dans quelques mois profondément navrés à la pensée que la bourgeoisie n'aura pu être sauvée que par les fautes des révolutionnaires! et que nous avons prolongé sa vie au lieu de la faire disparaître!

(*La séance est levée à 19 h. 20.*)
